

-----  
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE  
-----

**DÉCRET N° 2021 – 452 DU 15 SEPTEMBRE 2021**  
portant approbation des statuts du Centre de  
Documentation et d'Information juridique.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**  
**CHEF DE L'ÉTAT,**  
**CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
- vu** la loi n° 2020-20 du 02 septembre 2020 portant création, organisation et fonctionnement des entreprises publiques en République du Bénin ;
- vu** la décision portant proclamation, le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;
- vu** le décret n° 2021-257 du 25 mai 2021 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des ministères ;
- vu** le décret n° 2021-307 du 09 juin 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- vu** le décret n° 2020-079 du 19 février 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Justice et de la Législation ;
- vu** le décret n° 2020-241 du 15 avril 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Travail et de la Fonction Publique ;
- sur** proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation,
- le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 15 septembre 2021,

## **DÉCRÈTE**

### **Article premier**

Sont approuvés, tels qu'ils sont annexés au présent décret, les statuts du Centre de Documentation et d'Information juridique.

### **Article 2**

La gestion comptable et financière du Centre de Documentation et d'Information juridique est assurée suivant les règles de gestion du droit privé.

### Article 3

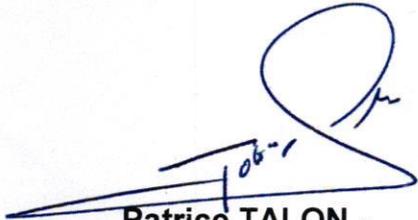
Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation, le Ministre de l'Économie et des Finances et le Ministre du Travail et de la Fonction Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

### Article 4

Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 2018-254 du 20 juin 2018 portant approbation des statuts du Centre de Documentation et d'Information juridique. Il sera publié au Journal officiel.

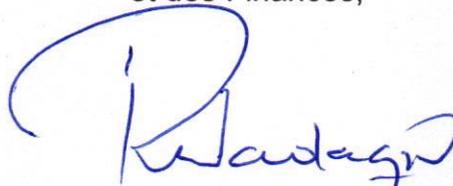
Fait à Cotonou, le 15 septembre 2021

Par le Président de la République,  
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



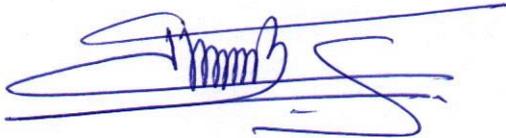
**Patrice TALON.-**

Le Ministre de l'Économie  
et des Finances,



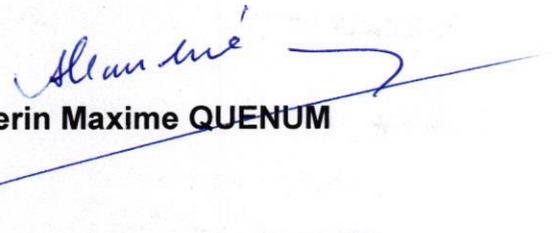
**Romuald WADAGNI**  
Ministre d'État

Le Ministre du Travail  
et de la Fonction Publique,



**Adidjatou A. MATHYS**

Le Garde des Sceaux, Ministre  
de la Justice et de la Législation,



**Séverin Maxime QUENUM**

**AMPLIATIONS** : PR : 6 ; AN : 4 ; CC : 2 ; CS : 2 ; CES : 2 ; HAAC : 2 ; HCJ : 2 ; SGG : 4 ; MJL : 2 ; AUTRES MINISTERES : 20 ;  
JORB : 1.

# STATUTS DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION JURIDIQUE

## CHAPITRE PREMIER : OBJET - REGIME JURIDIQUE - SIEGE - TUTELLE - ATTRIBUTIONS

### **Article premier : Objet**

Les présentes dispositions fixent les statuts de l'établissement public à caractère social et scientifique, dénommé « Centre de Documentation et d'Information juridique. »

### **Article 2 : Régime juridique**

Le Centre de Documentation et d'Information juridique est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est régi par les dispositions des présents statuts, de la loi n° 2020-20 du 02 Septembre 2020 portant création, organisation et fonctionnement des entreprises publiques en République du Bénin et de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

### **Article 3 : Tutelle**

Le Centre de Documentation et d'Information juridique est placé sous la tutelle du ministère en charge de la Législation.

### **Article 4 : Siège social**

Le siège social du Centre de Documentation et d'Information juridique est fixé dans l'enceinte de la Cour d'Appel de Cotonou. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décision du Conseil des Ministres et sur proposition du Conseil d'administration.

### **Article 5 : Mission et attributions**

Le Centre de Documentation et d'Information juridique a pour mission de :

- mettre à la disposition du public toute information juridique, d'en assurer un accès facile et rapide ;
- rassembler et de mettre sous forme de bases ou de banques de données informatisées en vue de leur consultation, leur publication et leur diffusion sur tout support :
  - ✓ les traités, les accords et conventions internationaux;

- ✓ les lois et règlements ;
- ✓ les instructions et circulaires ;
- ✓ les conventions collectives ;
- ✓ les décisions des cours et tribunaux ;
- ✓ tous autres textes de caractère juridique.

À ce titre, il est chargé de :

- contribuer au renforcement des capacités des acteurs du système judiciaire des praticiens du droit, des chercheurs, des étudiants, des organisations de la société civile œuvrant à la promotion du droit et des opérateurs économiques en offrant un cadre pour la formation continue, les conférences et les activités scientifiques ;
- organiser des journées portes ouvertes en partenariat avec les juridictions, les praticiens du droit, les universités et centres universitaires, les opérateurs économiques et autres institutions publiques ou privées de droit national ou étranger ;
- contribuer à favoriser l'accès au droit à la population dans les communes, en partenariat avec les associations œuvrant pour la promotion du droit et les avocats.

## **CHAPITRE II : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

### **Article 6 : Organe délibérant**

Le Conseil des Ministres est l'organe délibérant du Centre de Documentation et d'Information juridique. Il prend les décisions qui relèvent des attributions de l'actionnaire unique ou de l'assemblée générale des actionnaires dans les sociétés.

### **Article 7 : Attributions de l'Organe délibérant**

L'Organe délibérant est compétent pour :

- modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ;
- transférer le siège social en toute autre ville du territoire national où il est situé ;
- autoriser la transformation du Centre de Documentation et d'Information juridique ;
- nommer les membres du Conseil d'administration ainsi que le commissaire aux comptes ;
- statuer sur les états financiers de synthèse de chaque exercice ;

- décider de l'affectation du résultat ;
- statuer sur le rapport du commissaire aux comptes sur les conventions conclues entre le Centre de Documentation et d'Information juridique et les dirigeants sociaux et approuver ou refuser d'approuver lesdites conventions.

### **Article 8 : Conseil d'administration**

Le Centre de Documentation et d'Information juridique est administré par un Conseil d'administration.

### **Article 9 : Attributions du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration est doté des pouvoirs les plus étendus pour déterminer les orientations de l'activité du Centre de Documentation et d'Information juridique et veiller, en toutes circonstances, à leurs mises en œuvre.

À ce titre, il est chargé notamment de :

- définir les objectifs du centre et l'orientation qui doit être donnée à son administration ;
- adopter l'organigramme et les procédures du Centre de Documentation et d'Information juridique ;
- adopter le budget, les plans d'investissement et plans stratégiques de développement du Centre de Documentation et d'Information juridique ;
- assurer le contrôle permanent de la gestion assurée par le Directeur général ;
- examiner les rapports d'activités du Centre de Documentation et d'Information juridique ainsi que les rapports annuels de performance ;
- arrêter les états financiers établis après chaque exercice par le Directeur général ;
- adopter les plans de passation en ce qui concerne des marchés publics et autoriser les autres conventions d'importance significative passées par le Directeur général ;
- approuver le règlement intérieur proposé par le Directeur général ;
- approuver la grille de rémunération du personnel du Centre de Documentation et d'Information juridique ;
- recruter le Directeur général et décider de sa révocation en cas de manquement ou insuffisances de résultats ;

- proposer à l'autorité de tutelle, le cas échéant, la transformation ou la dissolution du Centre de Documentation et d'Information juridique ainsi que toute modification des statuts ;
- autoriser les dons et legs.

#### **Article 10 : Composition du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration est composé de sept (07) membres, à savoir :

- un (01) représentant de la Présidence de la République ;
- un (01) représentant du ministère en charge des Finances ;
- un (01) représentant du ministère en charge de la Législation ;
- un (01) enseignant ou chercheur en droit désigné par le ministère en charge de l'Enseignement supérieur ;
- un (01) représentant de la Bibliothèque nationale ;
- un (01) représentant de l'Ordre national des avocats du Bénin ;
- un (01) magistrat désigné par le ministre en charge de la Justice.

#### **Article 11 : Organisation du Conseil d'administration**

Le Conseil peut confier à un ou plusieurs de ses membres, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine et leur déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables. Il peut décider de la création de comités chargés d'étudier les questions soumises à son examen.

#### **Article 12 : Nomination et mandat des membres du Conseil d'administration**

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre de tutelle, après leur désignation par les autorités ou structures représentées, pour un mandat de trois (03) ans renouvelable.

La durée du mandat expire à l'issue de la session du Conseil d'administration ayant statué sur les comptes du dernier exercice de leur mandat, sauf nomination de nouveaux membres au terme des trois (03) ans.

#### **Article 13 : Présidence du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration est présidé par le représentant du ministère de tutelle.

Le président du Conseil d'administration est notamment chargé de :

- veiller à ce que le Conseil d'administration assure le contrôle de la gestion confiée au Directeur et, à cet effet, effectue à tout moment, les vérifications qu'il estime utiles à l'exercice de sa mission ;
- convoquer les réunions du Conseil d'administration ;
- coordonner les relations des membres du Conseil avec la direction générale et notamment les demandes d'informations.

La durée du mandat de président du Conseil d'administration ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres qui présidera la séance.

#### **Article 14 : Vacance de poste d'administrateur**

En cas de vacance de siège pour mutation, démission, décès ou pour tout autre motif, le membre concerné est remplacé par l'autorité ou la structure représentée dans un délai de trente (30) jours, à compter de la date de survenance de l'évènement ayant provoqué la vacance.

Le membre remplaçant poursuit le mandat en cours pour le reste de sa durée. Il est nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

#### **Article 15 : Périodicité des réunions du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que nécessaire, sur convocation du président qui fixe l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, les administrateurs constituant le tiers au moins des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, convoquer le Conseil d'administration, si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux (02) mois.

La convocation, l'ordre du jour et les dossiers correspondants sont adressés à chaque membre au moins sept (07) jours avant la réunion par courrier ou courriel avec accusé de réception. Ce délai peut être réduit en cas d'urgence.

Le Conseil se réunit au siège du Centre de Documentation et d'Information juridique. Il peut toutefois se réunir en tout autre lieu, sur consentement exprès de la majorité des administrateurs. Il peut également se réunir à distance, par le biais de moyens

techniques, notamment par visioconférence, sous réserve que ceux-ci permettent de garantir la fiabilité et l'intégrité des échanges.

#### **Article 16 : Quorum de réunion du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration ne siège valablement que si tous les membres ont été régulièrement convoqués et si la moitié (1/2) au moins de ses membres est présente ou représentée.

#### **Article 17 : Règles de représentation**

Un administrateur ne peut être représenté que par un autre administrateur. De même, un administrateur ne peut représenter qu'un seul administrateur.

#### **Article 18 : Majorité de prise de décision**

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions du Conseil d'administration sont constatées par procès-verbal consigné dans un registre spécial, côté et paraphé au niveau du tribunal du lieu du siège du Centre de Documentation et d'Information juridique. Le procès-verbal est signé par le président et un administrateur désigné lors de chaque séance du Conseil.

#### **Article 19 : Secrétariat du Conseil d'administration**

Le Directeur général du Centre de Documentation et d'Information juridique assiste aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative.

Il assure le secrétariat des réunions du Conseil d'administration.

#### **Article 20 : Assistance de personnes ressources**

Le Conseil d'administration peut faire appel à toute personne susceptible d'apporter son expertise dans un domaine particulier et de l'éclairer au cours de ses travaux. La personne ressource n'a pas voix délibérative et sa présence n'est requise qu'à l'occasion des discussions portant sur le sujet le concernant.

### **Article 21 : Indemnité de fonction des administrateurs**

Les membres du Conseil d'administration bénéficient d'indemnités de fonction et autres avantages conformément aux textes en vigueur.

### **Article 22 : Responsabilité personnelle des membres du Conseil d'administration**

Les membres du Conseil d'administration sont personnellement responsables des infractions aux lois et règlements commises dans l'exercice de leurs fonctions.

### **Article 23 : Autres modalités de fonctionnement du Conseil d'administration**

Les conditions de fonctionnement du Conseil d'administration ainsi que les modalités d'adoption de ses décisions sont précisées dans le règlement intérieur du Centre de Documentation et d'Information juridique.

## **CHAPITRE III : ORGANES DE GESTION**

### **Article 24 : Attributions du Directeur général**

Le Directeur général du Centre de Documentation et d'Information juridique assure la gestion quotidienne et la bonne marche du Centre. Il est responsable de l'exécution, de la coordination et de la gestion de ses activités et de son développement dans le respect des orientations validées par le Conseil d'administration.

À ce titre, le Directeur général :

- est l'ordonnateur du budget du Centre de Documentation et d'Information juridique;
- coordonne et évalue les activités du Centre de Documentation et d'Information juridique ;
- procède au recrutement et au licenciement du personnel permanent ou contractuel du Centre de Documentation et d'Information juridique, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- élabore et fait adopter les documents de gestion du Centre de Documentation et d'Information juridique par le Conseil d'administration ;
- représente le Centre de Documentation et d'Information juridique dans tous les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers ;

- veille à l'application correcte des procédures techniques, administratives, financières et comptables.

#### **Article 25 : Nomination et révocation du Directeur général**

Le recrutement, la nomination et la révocation du Directeur général du Centre de Documentation et d'Information juridique sont décidés par le Conseil d'administration et prononcés en Conseil des Ministres.

#### **Article 26 : Rémunération du Directeur général**

Les modalités et le montant de la rémunération du Directeur général sont fixés par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

#### **Article 27 : Organisation de la Direction générale**

Les directions techniques ou services, leurs attributions, leur organisation sont fixés par décision du Directeur général, après l'approbation de l'organigramme et des procédures par le Conseil d'administration.

#### **Article 28 : Nomination des directeurs techniques**

Les directeurs techniques sont nommés par décision du Directeur général après approbation du Conseil d'administration.

Toutefois, la gestion financière et comptable du Centre de Documentation et d'Information juridique est assurée par un directeur administratif et financier, recruté par la direction générale suivant les règles qui régissent le recrutement du personnel intervenant dans la chaîne des dépenses publiques. Il est soumis à la procédure d'accréditation en qualité de comptable public, par le ministère en charge des Finances.

#### **Article 29 : Personne responsable des marchés publics**

La Personne responsable des marchés publics, habilitée à signer les marchés passés par le Centre de Documentation et d'Information juridique, est chargée de mettre en œuvre la procédure de passation jusqu'à la désignation de l'attributaire et l'approbation du marché définitif. Elle organise et suit les réceptions de travaux, de fournitures et de services objets de marchés publics.

### **Article 30 : Nomination de la Personne responsable des marchés publics**

La Personne responsable des marchés publics est nommée parmi les cadres de la catégorie A échelle 1 ou équivalent, justifiant idéalement d'une expérience d'au moins quatre (4) ans dans le domaine des marchés publics. Elle est recrutée par la direction générale suivant les règles qui régissent le recrutement du personnel intervenant dans la chaîne des dépenses publiques.

### **Article 31 : Commission de passation des marchés publics**

La Personne responsable des marchés publics est assistée dans l'exécution de sa mission par une commission de passation des marchés publics. Elle assure sa mission conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 32 : Nomination des membres de la Commission de passation des marchés publics**

Les membres de la Commission de passation des marchés publics sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 33 : Conventions réglementées ou interdites**

Toute convention entre le Centre de Documentation et d'Information juridique et l'un de ses administrateurs ou le Directeur général est soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration. Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou le Directeur général est directement intéressé ou dans lesquelles il traite avec le Centre de Documentation et d'Information juridique, par personne interposée. L'autorisation n'est pas nécessaire lorsque les conventions portent sur des opérations courantes conclues dans des conditions normales. Les opérations courantes sont celles qui sont effectuées par le Centre de Documentation et d'Information juridique, d'une manière habituelle, dans le cadre de ses activités. Les conditions normales sont celles qui sont appliquées, pour des conventions semblables, non seulement par le Centre de Documentation et d'Information juridique, mais également par les autres entités du même secteur d'activité.

Il est interdit aux administrateurs, au Directeur général, à leurs conjoints, ascendants ou descendants, à peine de nullité du contrat et sans préjudice de leur responsabilité de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès du Centre de Documentation et d'Information juridique, de se faire consentir par elle un découvert

en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements vis-à-vis des tiers.

#### **CHAPITRE IV: ANNEE SOCIALE, GESTION, COMPTES SOCIAUX ET CÔNTRÔLE DE GESTION**

##### **Article 34 : Année sociale**

L'année sociale correspond à l'année civile.

##### **Article 35 : Ressources du Centre de Documentation et d'Information Juridique**

Les ressources du Centre de Documentation et d'Information juridique sont constituées :

- des apports en nature constitués des biens meubles et immeubles appartenant à l'Etat ou à ses démembrements et mis à sa disposition ;
- des dotations annuelles de l'Etat décidées dans le cadre de la loi de finances sur proposition du Conseil des Ministres. Ces dotations sont inscrites dans le budget du Centre de Documentation et d'Information juridique ;
- des ressources mises à disposition par les partenaires au développement en vertu des conventions ou accords conclus avec le Gouvernement du Bénin ;
- des ressources acquises par la mise en œuvre des formations payantes ;
- des dons et legs ;
- de toutes autres ressources acquises dans le cadre de ses activités.

Les ressources financières du Centre de Documentation et d'Information juridique sont logées dans des comptes ouverts en son nom dans les livres du trésor public ou dans les banques primaires.

##### **Article 36 : Comptabilité**

La comptabilité du Centre de Documentation et d'Information juridique est tenue en conformité avec les dispositions du droit comptable de l'OHADA. Elle est soumise au contrôle d'un commissaire aux comptes.

### **Article 37 : Programme des activités et budget prévisionnel**

Le Directeur général soumet au Conseil d'administration un programme d'activités, les comptes d'exploitation prévisionnels, et un budget d'investissement pour l'année suivante, trois (03) mois au plus tard avant la fin de l'exercice courant.

### **Article 38 : Vote du budget**

Le budget du Centre de Documentation et d'Information juridique est voté en équilibre des recettes et des dépenses. Il peut néanmoins comporter un excédent de financement.

### **Article 39 : Modification des documents budgétaires**

En cas d'insuffisances majeures notées dans des documents budgétaires, le ministre chargé des finances peut demander au Conseil d'administration d'y introduire, le cas échéant, toutes modifications tendant au respect de l'équilibre financier du Centre de Documentation et d'Information juridique et au respect de ses engagements contractuels éventuels à l'égard de l'Etat.

### **Article 40 : Opération de clôture d'exercice comptable**

Dans un délai de trois (03) mois à compter de la clôture de l'exercice comptable, le Directeur général établit les états financiers annuels, produit son rapport d'activité, prépare le projet de rapport de gestion et les soumet à l'examen du Conseil d'administration en vue de l'arrêté des comptes.

### **Article 41 : Contrôle du Conseil d'administration**

Le Centre de Documentation et d'Information juridique est soumis aux contrôles prévus par les textes en vigueur. Le Conseil d'administration vérifie le respect, par la Direction générale, des orientations qu'il a fixées.

### **Article 42 : Contrôle de l'autorité de tutelle**

L'autorité de tutelle s'assure du contrôle de la qualité de la gestion du Centre de Documentation et d'Information Juridique à travers ses organes habilités.

Le contrôle est exercé essentiellement pour vérifier si les objectifs fixés au Centre de Documentation et d'Information juridique sont atteints et conformes aux grandes orientations définies par le Gouvernement.

La tutelle n'empiète pas sur les rôles et attributions du Conseil d'administration et du Conseil des Ministres fixés par la loi et les présents statuts.

### **Article 43 : Contrôle du ministère en charge des Finances**

Le Centre de Documentation et d'Information juridique est sous la surveillance économique et financière du ministère en charge des Finances.

#### **1. Au titre du contrôle permanent de sa gestion, le Centre de Documentation et d'Information juridique :**

- reçoit du ministère en charge des Finances, des demandes d'informations périodiques ou des missions visant le contrôle des données sur les performances techniques, la rentabilité de la gestion économique et financière, le contrôle de la soutenabilité des engagements financiers et l'équilibre de leur trésorerie ;
- se soumet au contrôle relatif au dispositif prudentiel permettant d'anticiper et de prévenir les difficultés financières ou les éventuels risques de banqueroute ou de dépôt de bilan.

#### **2. Au titre du contrôle des documents budgétaires, le Centre de Documentation et d'Information juridique :**

- soumet une demande motivée au ministère en charge des Finances avant d'intégrer le montant de subvention convenu dans ses comptes prévisionnels ;
- le Directeur général du Centre de Documentation et d'Information juridique transmet au ministre chargé des Finances, au plus tard le 15 octobre de l'exercice en cours, le budget approuvé par le Conseil d'administration au titre de l'exercice budgétaire suivant.

#### **3. Au titre du contrôle des états financiers du Centre de Documentation et d'Information juridique :**

Les états financiers annuels du Centre de Documentation et d'Information juridique accompagnés des rapports du commissaire aux comptes sont transmis dans les délais réglementaires au ministère en charge des Finances, au ministère de tutelle et à l'approbation du Conseil des Ministres.

#### **Article 44 : Contrôle des juridictions financières et contrôle parlementaire**

Le Centre de Documentation et d'Information Juridique est soumis, conformément aux dispositions légales et réglementaires, aux contrôles des juridictions des comptes et des organes compétents du parlement.

### **CHAPITRE V : COMMISSARIAT AUX COMPTES**

#### **Article 45 : Contrôle du commissaire aux comptes**

Le Centre de Documentation et d'Information juridique est soumis au contrôle du commissaire aux comptes conformément aux dispositions prévues par les textes en vigueur et les présents statuts.

#### **Article 46 : Nomination du commissaire aux comptes**

Il est nommé auprès du Centre de Documentation et d'Information juridique un commissaire aux comptes conformément aux dispositions en vigueur.

#### **Article 47 : Attributions du commissaire aux comptes**

Le commissaire aux comptes émet sur les comptes annuels, une opinion indiquant qu'ils sont ou non, réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle des résultats, de la situation financière et du patrimoine du Centre de Documentation et d'Information juridique à la fin de l'exercice.

Il adresse son rapport directement et simultanément au Directeur général du Centre de Documentation et d'Information juridique et au président du Conseil d'administration.

#### **Article 48 : Participation du commissaire aux comptes aux réunions du Conseil d'administration**

Le commissaire aux comptes assiste aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative. Il est astreint au secret professionnel pour les faits, les actes et renseignements dont il a pu avoir connaissance dans ses fonctions.

## **CHAPITRE VI : TRANSFORMATION – DISSOLUTION DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION JURIDIQUE.**

### **Article 49 : Transformation du Centre de Documentation et d'Information juridique**

Sur rapport motivé du Directeur général, le Conseil d'administration peut proposer la transformation du Centre de Documentation et d'Information Juridique.

La proposition est soumise au ministre de tutelle qui en saisit le Conseil des Ministres.

Le cas échéant, la valeur nette du Centre de Documentation et d'Information Juridique est établie par un expert indépendant.

La transformation du Centre de Documentation et d'Information Juridique n'entraîne pas sa dissolution.

### **Article 50 : Dissolution**

La dissolution du Centre de Documentation et d'Information Juridique est décidée par le Conseil des Ministres, sur rapport du président du Conseil d'administration. Le rapport propose un plan de liquidation qui comprend les aspects patrimoniaux et sociaux.

Le décret prononçant la dissolution du Centre de Documentation et d'Information Juridique fixe les conditions et modalités de la liquidation.

La liquidation est clôturée par décret pris en Conseil des Ministres, sur rapport du liquidateur.